

COMPTE RENDU DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

du 6 décembre 2017

Salle d'honneur de la Mairie à 20H00

Le compte-rendu des délibérations suivantes a été affiché à la porte de la Mairie le 8 décembre 2017.

La convocation du Conseil Municipal avait été établie le 1 décembre 2017.

Présents : M. ALLAIN, M. BARTHOD, Mme BONET, M. COUVAL, Mme GAUTHIER, Mme HACQUARD-COLNOT, M. HEQUETTE, M. LORIGUET, M. MASSON, M. MOINE, Mme MOUGNARD, Mme PRUNIAUX, M. TROUTIER, Mme TRUCHETET, M. VALZER, M. VERNEREY, M. VERNIER,

Absents excusés : Mme MORGADINHO (pouvoir à M. MASSON), Mme GIGNET (pouvoir à Mme BONET)

Absents : Mme GAIFFE

M. MASSON, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir les fonctions de Secrétaire de séance.

Domaine des affaires générales :

17-76 Mise en œuvre du Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel

17-77 Instauration du télétravail

17-78 Règlement intérieur du conseil municipal

Domaine des finances :

17-79 Modalités d'amortissement pour les communes de moins de 3500 habitants

17-80 Rénovation des logements 24 rue de Besançon : demande de subvention DETR

17-81 Agenda d'accessibilité programmée : demande de DETR

17-82 Mise en accessibilité de la Mairie : demande de DETR

Domaine de l'animation :

17-83 Subventions aux associations - 2017

Domaine de l'urbanisme :

17-84 Retrait des communes de LAISSEY et ROULANS du syndicat SYTTEAU

17-85 Vente de terrain communal – Financière Vuillemin Frères

17-86 Facturation aux usagers par la CAGB à partir du 1er janvier 2018

Domaine des affaires générales :

17-76 Mise en œuvre du Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel

Avis favorable du conseil de municipalité du 29 novembre 2017

Rapporteur : Alain Loriguet

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment son article 88,

Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1er alinéa de l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984,

Vu le décret n° 2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés,

Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu le décret n° 2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,

Vu l'arrêté du 20 mai 2014 pris pour l'application aux corps d'adjoints administratifs des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu l'arrêté du 19 mars 2015 pris pour l'application aux corps des secrétaires administratifs des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu l'arrêté du 28 avril 2015 pris pour l'application aux corps d'adjoints techniques des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu l'arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu l'arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps des assistants de service social des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu l'arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps des conseillers techniques de service social des administrations de l'Etat ainsi qu'à l'emploi de conseiller pour l'action sociale des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu l'arrêté du 29 juin 2015 pris pour l'application au corps des administrateurs civils des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu l'arrêté du 17 décembre 2015 pris pour l'application aux membres du corps des attachés d'administrations de l'Etat relevant du ministre de l'intérieur des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu l'arrêté du 17 décembre 2015 pris pour l'application au corps des secrétaires administratifs de l'intérieur et de l'outre-mer des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu l'arrêté du 17 décembre 2015 pris pour l'application aux membres du corps des assistants de service social des administrations de l'Etat rattachés au ministre de l'intérieur des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu l'arrêté du 18 décembre 2015 pris pour l'application au corps des adjoints administratifs de l'intérieur et de l'outre-mer des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu l'arrêté du 22 décembre 2015 portant application au corps des conseillers techniques de service social des administrations de l'Etat ainsi qu'à l'emploi de conseiller pour l'action sociale des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu l'arrêté du 30 décembre 2015 pris pour l'application aux agents du corps des techniciens supérieurs du développement durable des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu l'arrêté du 16 juin 2017 pris pour l'application aux corps des adjoints techniques de l'intérieur et de l'outre-mer et des adjoints techniques de la police nationale des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu la circulaire NOR : RDFF1427139C du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,

Vu la circulaire du 3 avril 2017 relative à la mise en place du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) dans la fonction publique territoriale

Vu l'avis du Comité Technique en date du 14 novembre 2017 relatif à la mise en place des critères professionnels liés aux fonctions et à la prise en compte de l'expérience professionnelle en vue de l'application du R.I.F.S.E.E.P. aux agents de la collectivité de Thise,

Considérant que le nouveau régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) mis en place pour la fonction publique de l'Etat est transposable à la fonction publique territoriale, en application du principe de parité ;

Considérant qu'il se compose de deux parties :

- l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (I.F.S.E.) qui vise à valoriser l'exercice des fonctions et constitue l'indemnité principale de ce nouveau régime indemnitaire,
- le complément indemnitaire annuel (C.I.A.) lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir,

Considérant que dans ce cadre, la collectivité a engagé une réflexion visant à refondre le régime indemnitaire des agents et instaurer le RIFSEEP, afin de remplir les objectifs suivants :

- prendre en compte le positionnement hiérarchique des agents, au regard de l'organigramme
- reconnaître les spécificités de certains postes ;
- susciter l'engagement des collaborateurs ;

Décide

I. MISE EN PLACE DE L'INDEMNITE DE FONCTIONS, DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (I.F.S.E.)

Article 1. – Le principe de l'I.F.S.E. :

L'IFSE constitue la partie principale du RIFSEEP. Elle a pour objet de valoriser l'exercice des fonctions. Cette indemnité repose, d'une part, sur la nature des fonctions exercées par les agents, et d'autre part, sur la prise en compte de l'expérience professionnelle acquise par les agents dans l'exercice de leurs fonctions.

Article 2. – Les bénéficiaires de l'I.F.S.E. :

Les bénéficiaires de l'I.F.S.E. sont :

- les agents titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel,
- les agents contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiel ayant 6 mois d'ancienneté de services au sein de la collectivité.

Article 3. – La détermination des groupes de fonctions et des montants maxima de l'I.F.S.E. :

Chaque cadre d'emplois est réparti entre différents groupes de fonctions au vu des critères professionnels suivants :

1- Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception, et notamment :

- le niveau hiérarchique
- le nombre de collaborateurs (encadrés directement)
- le type de collaborateurs encadrés
- le niveau d'encadrement
- le niveau de responsabilités liées aux missions (humaine, financière, juridique, politique...)
- le niveau d'influence sur les résultats collectifs
- la délégation de signature

2- Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions, et notamment :

- la connaissance requise
- la technicité / niveau de difficulté
- le champ d'application
- les diplômes requis
- les certifications requises
- l'autonomie
- l'influence/motivation d'autrui
- la rareté de l'expertise

3- Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel, et notamment :

- les relations externes / internes (typologie des interlocuteurs)
- le contact avec publics difficiles
- l'impact sur l'image de la collectivité
- le risque d'agression physique
- le risque d'agression verbale

- l'exposition aux risques de contagion(s)
 - le risque de blessure
 - l'itinérance/déplacements
 - la variabilité des horaires
 - l'horaire décalé
 - les contraintes météorologiques
 - le travail posté
 - la liberté de pose congés
-
- l'obligation d'assister aux instances
 - l'engagement de la responsabilité financière
 - l'engagement de la responsabilité juridique
 - la zone d'affectation
 - l'actualisation des connaissances

A chaque groupe de fonctions correspond les montants plafonds suivants :

REPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI		MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)	
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	NON LOGE	LOGE POUR NECESSITE ABSOLUE DE SERVICE
ATTACHES TERRITORIAUX ET SECRETAIRES DE MAIRIE			
Groupe 1	Direction d'une collectivité, secrétariat de mairie, ...	36 210 €	22 310 €
Groupe 2	Direction adjointe d'une collectivité, responsable de plusieurs services, ...	32 130 €	17 205 €
Groupe 3	Responsable d'un service, ...	25 500 €	14 320 €
Groupe 4	Adjoint au responsable de service, expertise, fonction de coordination ou de pilotage, chargé de mission, ...	20 400 €	11 160 €
REDACTEURS TERRITORIAUX			
Groupe 1	Direction d'une structure, responsable d'un ou de plusieurs services, secrétariat de mairie, ...	17 480 €	8 030 €
Groupe 2	Adjoint au responsable de structure, expertise, fonction de coordination ou de pilotage, gérer ou animer une ou plusieurs services, ...	16 015 €	7 220 €
Groupe 3	Poste d'instruction avec expertise, assistant de direction, ...	14 650 €	6 670 €
TECHNICIENS TERRITORIAUX (EN ATTENTE DE LA PARUTION DE L'ARRETE MINISTERIEL – NON ELIGIBLE A CE JOUR)			
Groupe 1	Direction d'un service, niveau d'expertise supérieur, direction des travaux sur le terrain, contrôle des chantiers, ...		
Groupe 2	Adjoint au responsable de structure, expertise, ...		
Groupe 3	Contrôle de l'entretien et du fonctionnement des ouvrages,		

	surveillance des travaux d'équipements, de réparation et d'entretien des installations mécaniques, électriques, électroniques ou hydrauliques, surveillance du domaine public, ...		
ANIMATEURS TERRITORIAUX			
Groupe 1	Direction d'une structure, responsable d'un ou de plusieurs services, ...	17 480 €	8 030 €
Groupe 2	Adjoint au responsable de structure, expertise, fonction de coordination ou de pilotage, ...	16 015 €	7 220 €
Groupe 3	Encadrement de proximité, d'usagers, ...	14 650 €	6 670 €
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRITORIAUX			
Groupe 1	Secrétariat de mairie, chef d'équipe, gestionnaire comptable, assistant de direction, sujétions, qualifications, ...	11 340 €	7 090 €
Groupe 2	Agent d'exécution, agent d'accueil, ...	10 800 €	6 750 €
AGENTS TERRITORIAUX SPECIALISES DES ECOLES MATERNELLES			
Groupe 1	ATSEM ayant des responsabilités particulières ou complexes, ...	11 340 €	7 090 €
Groupe 2	Agent d'exécution, ...	10 800 €	6 750 €
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION			
Groupe 1	Encadrement de proximité et d'usagers, sujétions, qualifications, ...	11 340 €	7 090 €
Groupe 2	Agent d'exécution, ...	10 800 €	6 750 €
AGENTS DE MAITRISE TERRITORIAUX			
Groupe 1	Encadrement de fonctionnaires appartenant au cadre d'emplois des agents de la filière technique, qualifications, ...	11 340 €	7 090 €
Groupe 2	Agent d'exécution, ...	10 800 €	6 750 €
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX			
Groupe 1	Egoutier, éboueur, fossoyeur, agent de désinfection, conduite de véhicules, encadrement de proximité et d'usagers, sujétions, qualifications, ...	11 340 €	7 090 €
Groupe 2	Agent d'exécution, ...	10 800 €	6 750 €

Les montants sont établis pour un agent exerçant à temps complet. Ils sont réduits au prorata de la durée effective du travail pour les agents exerçant à temps partiel ou occupés sur un emploi à temps non complet.

Article 4. – Modulations individuelles de l'I.F.S.E. :

L'attribution individuelle de l'I.F.S.E. est décidée par l'autorité territoriale et fait l'objet d'un arrêté individuel.

Au regard des fiches de poste, l'autorité territoriale procède au rattachement des agents à un groupe de fonctions au sein de chaque cadre d'emplois, en tenant compte des dispositions de la présente délibération.

Sur la base de ce rattachement, l'autorité territoriale attribue individuellement l'IFSE à chaque agent dans la limite du plafond individuel annuel maximum du groupe de fonctions retenu par l'organe délibérant.

Ce montant est déterminé en tenant compte de l'expérience professionnelle acquise par les agents, et attestée par :

- le parcours professionnel de l'agent avant l'arrivée sur son poste ;
- la capacité à exploiter l'expérience acquise quelle que soit son ancienneté (diffusion de son savoir à autrui, force de proposition dans un nouveau cadre, ...) ;
- la formation suivie (en distinguant ou non : les formations liées au poste, au métier, les formations transversales, les formations de préparation d'une mobilité, les formations qualifiantes, les formations non qualifiantes, la formation de préparation aux concours-examens, la formation au-delà des formations obligatoires, ...) ;
- la connaissance de l'environnement de travail (fonctionnement de la collectivité, relations avec des partenaires extérieurs, relation avec les élus, ...) ;
- l'approfondissement des savoirs techniques, des pratiques, la montée en compétence (en fonction de l'expérience acquise avant l'affectation sur le poste actuel et/ou de l'expérience acquise depuis l'affectation sur le poste actuel) ;
- les conditions d'acquisition de l'expérience ;
- les différences entre compétences requises et compétences acquises ;
- la réalisation d'un travail exceptionnel, faire face à un évènement exceptionnel ;
- la conduite de plusieurs projets ;
- le tutorat ;

L'ancienneté qui se matérialise par les avancements d'échelon ainsi que l'engagement et la manière de servir qui sont valorisés par le C.I.A. ne sont pas pris en compte au titre de l'expérience professionnelle.

Le montant annuel attribué à l'agent fera l'objet d'un réexamen au regard des critères ci-dessus, sans obligation de revalorisation :

1. en cas de changement de fonctions,
2. au moins tous les ans, en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience acquise par l'agent et notamment dans les hypothèses suivantes :
3. en cas de changement de grade.

Article 5. – Les modalités de maintien ou de suppression de l'I.F.S.E. :

Conformément au décret n° 2010-997 du 26 août 2010 susvisé :

- En cas de congé de maladie ordinaire (y compris accident de service), l'I.F.S.E. suivra le sort du traitement.
- Pendant les congés annuels et les congés pour maternité, de paternité et d'accueil de l'enfant ou pour adoption, l'I.F.S.E. sera maintenue intégralement.
- En cas de congé de longue maladie, longue durée et grave maladie : le versement de l'I.F.S.E. est suspendu.

Article 6. – Périodicité de versement de l'I.F.S.E. :

A l'instar de la Fonction Publique d'État, l'IFSE est versée selon un rythme mensuel.

Article 7 – Clause de revalorisation de l'I.F.S.E. :

Les montants maxima (plafonds) de l'I.F.S.E. évoluent :

- selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

II. MISE EN PLACE DU COMPLEMENT INDEMNITAIRE ANNUEL (C.I.A.)

Article 1. – Le principe du C.I.A. :

Le C.I.A. est lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir.

Article 2. – Les bénéficiaires du C.I.A. :

Les bénéficiaires du C.I.A. sont :

- les agents titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel,
- les agents contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiel ayant 6 mois d'ancienneté de services au sein de la collectivité.

Article 3. – La détermination des groupes de fonctions et des montants maxima du C.I.A. :

Chaque cadre d'emplois est réparti entre différents groupes de fonctions selon les mêmes modalités que pour l'I.F.S.E.

A chaque groupe de fonctions correspond les montants plafonds suivants :

REPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI		MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	
ATTACHES TERRITORIAUX ET DES SECRETAIRES DE MAIRIE		
Groupe 1	Direction d’une collectivité, secrétariat de mairie, ...	6 390 €
Groupe 2	Direction adjointe d’une collectivité, responsable de plusieurs services, ...	5 670 €
Groupe 3	Responsable d’un service, ...	4 500 €
Groupe 4	Adjoint au responsable de service, expertise, fonction de coordination ou de pilotage, chargé de mission, ...	3 600 €
REDACTEURS TERRITORIAUX		
Groupe 1	Direction d’une structure, responsable d’un ou de plusieurs services, secrétariat de mairie, ...	2 380 €
Groupe 2	Adjoint au responsable de structure, expertise, fonction de coordination ou de pilotage, gérer ou animer une ou plusieurs services, ...	2 185 €
Groupe 3	Poste d’instruction avec expertise, assistant de direction, ...	1 995 €
TECHNICIENS TERRITORIAUX (EN ATTENTE DE LA PARUTION DE L’ARRETE MINISTERIEL – NON ELIGIBLE A CE JOUR)		
Groupe 1	Direction d’un service, niveau d’expertise supérieur, direction des travaux sur le terrain, contrôle des chantiers, ...	
Groupe 2	Adjoint au responsable de structure, expertise, ...	
Groupe 3	Contrôle de l’entretien et du fonctionnement des ouvrages, surveillance des travaux d’équipements, de réparation et d’entretien des installations mécaniques,	

	électriques, électroniques ou hydrauliques, surveillance du domaine public, ...	
ANIMATEURS TERRITORIAUX		
Groupe 1	Direction d'une structure, responsable d'un ou de plusieurs services, ...	2 380 €
Groupe 2	Adjoint au responsable de structure, expertise, fonction de coordination ou de pilotage,	2 185 €
Groupe 3	Encadrement de proximité, d'usagers, ...	1 995 €
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRITORIAUX		
Groupe 1	Secrétariat de mairie, chef d'équipe, gestionnaire comptable, assistant de direction, sujétions, qualifications, ...	1260 €
Groupe 2	Agent d'exécution, agent d'accueil, ...	1200 €
AGENTS TERRITORIAUX SPECIALISES DES ECOLES MATERNELLES		
Groupe 1	ATSEM ayant des responsabilités particulières ou complexes, ...	1260 €
Groupe 2	Agent d'exécution, ...	1200 €
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION		
Groupe 1	Encadrement de proximité et d'usagers, sujétions, qualifications, ...	1260 €
Groupe 2	Agent d'exécution, ...	1200 €
AGENTS DE MAITRISE TERRITORIAUX		
Groupe 1	Encadrement de fonctionnaires appartenant au cadre d'emplois des agents de la filière technique, qualifications, ...	1260 €
Groupe 2	Agent d'exécution, ...	1200 €
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX		
Groupe 1	Egoutier, éboueur, fossoyeur, agent de désinfection, conduite de véhicules, encadrement de proximité et d'usagers, sujétions, qualifications, ...	1260 €
Groupe 2	Agent d'exécution, ...	1200 €

Les montants sont établis pour un agent exerçant à temps complet. Ils sont réduits au prorata de la durée effective du travail pour les agents exerçant à temps partiel ou occupés sur un emploi à temps non complet.

Article 4. – Modulations individuelles du C.I.A. :

L'attribution individuelle du C.I.A. est décidée par l'autorité territoriale et fait l'objet d'un arrêté individuel.

Sur la base du rattachement à un groupe de fonctions permettant l'attribution de l'IFSE, l'autorité territoriale attribue individuellement un montant au titre du CIA à chaque agent compris entre 0 et 100% du plafond individuel annuel maximum retenu par l'organe délibérant.

Ce coefficient sera déterminé annuellement, à condition que soit réalisé un entretien individuel annuel, à partir de l'engagement professionnel et de la manière de servir des agents attestée par :

- la valeur professionnelle de l'agent telle qu'elle est appréciée à l'issue de l'entretien professionnel,
- les résultats professionnels obtenus par le fonctionnaire eu égard aux objectifs qui lui ont été assignés et aux conditions d'organisation et de fonctionnement du service dont il relève,

Le montant individuel versé au titre du CIA ne sera pas reconductible automatiquement d'une année sur l'autre.

Article 5. – Les modalités de maintien ou de suppression du C.I.A. :

Conformément au décret n° 2010-997 du 26 août 2010 susvisé :

- En cas de congé de maladie ordinaire (y compris accident de service), le C.I.A. suivra le sort du traitement.
- Pendant les congés annuels et les congés pour maternité, de paternité et d'accueil de l'enfant ou pour adoption, le C.I.A. sera maintenue intégralement.
- En cas de congé de longue maladie, longue durée et grave maladie : le versement de le C.I.A. est suspendu.

Article 6. – Périodicité de versement du C.I.A. :

A l'instar de la Fonction Publique d'État, le complément indemnitaire annuel fera l'objet d'un versement selon un rythme annuel.

Article 7. – Clause de revalorisation du C.I.A. :

Les montants maxima (plafonds) du C.I.A. évoluent selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

III. DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Article 1. – Cumul :

L'I.F.S.E. et le C.I.A. sont exclusifs, par principe, de tout autre régime indemnitaire de même nature.

Le R.I.F.S.E.E.P. ne pourra se cumuler avec :

- L'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (I.F.T.S.),
- L'indemnité d'administration et de technicité (I.A.T.),
- L'indemnité d'exercice de missions des préfectures (I.E.M.P.).

Le régime indemnitaire applicable aux agents de police municipale, délibération n°04.32 du 14 mai 2014 reste en vigueur.

Les délibérations n° 04.32 du 14 mai 2004 et 07.052 du 24 mai 2007 sont donc abrogées à compter de la même date pour les cadres d'emplois bénéficiant du RIFSEEP.

L'I.F.S.E. est en revanche cumulable avec :

- L'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (exemple : frais de déplacement) délibération n° 14.59 du 20 juin 2014,
- Les dispositifs compensant les pertes de pouvoir d'achat (exemples : indemnité compensatrice, indemnité différentielle, GIPA, ...),
- Les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, astreintes, ...) délibération n°07.052 du 24 mai 2007 et n°06.108 du 15 décembre 2006
- Les avantages collectivement acquis ayant le caractère de complément de rémunération, en application de l'article 111 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 précitée (13ème mois, prime de fin d'année ...).

Article 2. – Maintien à titre individuel du montant indemnitaire antérieur

A l'instar de la Fonction Publique d'État, lors de la première application des dispositions de la présente délibération, le montant indemnitaire mensuel perçu par l'agent au titre du ou des régimes indemnitaires liés aux fonctions exercées ou au grade détenu et, le cas échéant, aux résultats, à l'exception de tout

versement à caractère exceptionnel, est conservé au titre de l'IFSE jusqu'à la date du prochain changement de fonctions de l'agent, sans préjudice du réexamen au vu de l'expérience acquise.

Les crédits correspondants seront prévus et inscrits au budget.

Les dispositions de la présente délibération prendront effet au 01/01/2018.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil municipal, décide d'instaurer le RIFSEEP (Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel)

17-77 Instauration du télétravail

Avis favorable du conseil de municipalité du 29 novembre 2017

Rapporteur : Alain Loriguet

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

VU le décret n°85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale ;

VU le décret n° 2016-151 du 11 février 2016 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique et la magistrature ;

VU l'avis du Comité Technique en date du 14 novembre 2017;

CONSIDERANT QUE les agents exerçant leurs fonctions en télétravail bénéficient des mêmes droits et obligations que les agents exerçant sur leur lieu d'affectation ;

CONSIDERANT QUE l'employeur prend en charge les coûts découlant directement de l'exercice des fonctions en télétravail, notamment le coût des matériels, logiciels, abonnements, communications et outils ainsi que de la maintenance de ceux-ci ;

1 – La détermination des activités éligibles au télétravail

Pour être éligible au télétravail, des critères doivent être remplis :

- Critères liés au poste : certaines fonctions sont par nature incompatibles avec le télétravail dans la mesure où elles impliquent une présence physique sur le lieu de travail habituel et un contact avec les administrés ou collaborateurs : Animation, Etat civil, Accueil, Secrétariat...

Dans les autres cas le poste comporte, pour une part significative, des activités de production immatérielle et individuelle nécessitant peu de coopération et l'exercice des fonctions en télétravail est compatible avec le bon fonctionnement du service.

- Critères liés à la capacité de l'agent à télétravailler : l'agent doit disposer des savoir-faire et des savoir-être nécessaires au travail sur un lieu distant du service (autonomie et maîtrise de son activité, capacité d'organisation, aptitudes relationnelles, maîtrise des outils informatiques, motivation, maturité du projet de télétravail).

2 – Lieux d'exercice

Le télétravail est organisé au domicile de l'agent qui atteste de la conformité de son logement aux conditions d'hygiène et de sécurité ou, éventuellement, dans des locaux professionnels distincts de son lieu d'affectation habituel.

Le CHSCT peut avoir accès au lieu d'exercice du télétravail afin de s'assurer de la bonne application des règles applicables en matière d'hygiène et de sécurité.

3 – Règles à respecter en matière de sécurité des systèmes d'information et de protection des données

La sécurité des systèmes d'information vise les objectifs suivants :

- La disponibilité : Le système doit fonctionner sans faille durant les plages d'utilisation prévues et garantir l'accès aux services et ressources installées avec le temps de réponse attendu ;
- L'intégrité : Les données doivent être celles que l'on attend, et ne doivent pas être altérées de façon fortuite, illicite ou malveillante. En clair, les éléments considérés doivent être exacts et complets ;
- La confidentialité : Seules les personnes autorisées ont accès aux informations qui leur sont destinées. Tout accès indésirable doit être empêché ;

Le responsable du traitement, est astreint à une obligation de sécurité. Il doit faire prendre les mesures nécessaires pour garantir la confidentialité des données et éviter leur divulgation :

- Les données contenues dans les fichiers ne peuvent être consultées que par les services habilités à y accéder en raison de leurs fonctions.
- Le responsable du traitement doit prendre toutes mesures pour empêcher que les données soient déformées, endommagées ou que des tiers non autorisés y aient accès. S'il est fait appel à un prestataire externe, des garanties contractuelles doivent être envisagées.
- Les mesures de sécurité, tant physique que logique, doivent être prises. (par ex : Protection anti-incendie, copies de sauvegarde, installation de logiciel antivirus, changement fréquent des mots de passe alphanumériques d'un minimum de 8 caractères.)
- Les mesures de sécurité doivent être adaptées à la nature des données et aux risques présentés par le traitement.

D'autres aspects peuvent aussi être considérés comme des objectifs de la sécurité des systèmes d'information, tels que :

- La traçabilité (ou « Preuve ») : garantie que les accès et tentatives d'accès aux éléments considérés sont tracés et que ces traces sont conservées et exploitables ;
- L'authentification : L'identification des utilisateurs est fondamentale pour gérer les accès aux espaces de travail pertinents et maintenir la confiance dans les relations d'échange ;
- La non-répudiation et l'imputation : Aucun utilisateur ne doit pouvoir contester les opérations qu'il a réalisées dans le cadre de ses actions autorisées, et aucun tiers ne doit pouvoir s'attribuer les actions d'un autre utilisateur.

Les données à caractère personnel ne peuvent être recueillies et traitées que pour un usage déterminé et légitime, correspondant aux missions de l'établissement, responsable du traitement. Tout détournement de finalité est passible de sanctions pénales.

Seules doivent être enregistrées les informations pertinentes et nécessaires pour leur finalité. Les données personnelles doivent être adéquates, pertinentes et non excessives au regard des objectifs poursuivis.

4 - Règles à respecter en matière de temps de travail, de sécurité et de protection de la santé

L'agent assurant ses fonctions en télétravail doit effectuer les mêmes horaires que ceux réalisés habituellement au sein de la collectivité ou de l'établissement.

Durant ces horaires, l'agent doit être à la disposition de son employeur sans pouvoir vaquer librement à ses occupations personnelles.

Il doit donc être totalement joignable et disponible en faveur des administrés, de ses collaborateurs et/ou de ses supérieurs hiérarchiques.

Par ailleurs, l'agent n'est pas autorisé à quitter son lieu de télétravail pendant ses heures de travail.

Si l'agent quitte son lieu de télétravail pendant ses heures de travail sans autorisation préalable de l'autorité territoriale, ce dernier pourra être sanctionné pour manquement au devoir d'obéissance hiérarchique.

L'agent pourra également se voir infliger une absence de service fait pour le temps passé en dehors de son lieu de télétravail.

Enfin, tout accident intervenant en dehors du lieu de télétravail pendant les heures normalement travaillées ne pourra donner lieu à une reconnaissance d'imputabilité au service. De même, tous les accidents domestiques ne pourront donner lieu à une reconnaissance d'imputabilité au service.

Toutefois, durant sa pause méridienne, conformément à la réglementation du temps de travail de la collectivité ou de l'établissement, l'agent est autorisé à quitter son lieu de télétravail.

5 - Modalités d'accès des institutions compétentes sur le lieu d'exercice du télétravail afin de s'assurer de la bonne application des règles applicables en matière d'hygiène et de sécurité

Les membres du comité procèdent à intervalles réguliers à la visite des services relevant de leur champ de compétence.

Ils bénéficient pour ce faire d'un droit d'accès aux locaux relevant de leur aire de compétence géographique dans le cadre des missions qui leur sont confiées par ce dernier.

Celui-ci fixe l'étendue ainsi que la composition de la délégation chargée de la visite.

Toutes facilités doivent être accordées à cette dernière pour l'exercice de ce droit sous réserve du bon fonctionnement du service.

La délégation comprend au moins un représentant de la collectivité territoriale ou de l'établissement public et au moins un représentant du personnel.

Elle peut être assistée d'un médecin du service de médecine préventive, de l'agent mentionné à l'article 5 (inspecteur santé et sécurité) et de l'assistant ou du conseiller de prévention.

Les conditions d'exercice du droit d'accès peuvent faire l'objet d'adaptations s'agissant des services soumis à des procédures d'accès réservé par la réglementation. Ces adaptations sont fixées par voie d'arrêté de l'autorité territoriale.

La délégation du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail peut réaliser cette visite sur le lieu d'exercice des fonctions en télétravail.

Dans le cas où l'agent exerce ses fonctions en télétravail à son domicile, l'accès au domicile du télétravailleur est subordonné à l'accord de l'intéressé, dûment recueilli par écrit.

Les missions accomplies en application du présent article doivent donner lieu à un rapport présenté au comité.

- *Article 40 du décret n°85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale*

6 - Modalités de contrôle et de comptabilisation du temps de travail

Le télétravailleur est présent et joignable selon son horaire journalier tel qu'il est programmé dans le logiciel de pointage de la collectivité.

Le temps en télétravail ne peut générer d'heures supplémentaires.

7 - Modalités de prise en charge, par l'employeur, des coûts découlant directement de l'exercice du télétravail

L'employeur met à la disposition des agents autorisés à exercer leurs fonctions en télétravail les outils de travail suivant :

- Accès à la messagerie professionnelle ;
- Accès aux logiciels indispensables à l'exercice des fonctions ;
- Accès aux logiciels pour badger à distance ;
- Le cas échéant, formation aux équipements et outils nécessaires à l'exercice du télétravail ;
- Etc...

8 - Durée de l'autorisation d'exercer ses fonctions en télétravail

La durée de l'autorisation est d'un an maximum avec une période d'adaptation de trois mois.

L'autorisation peut être renouvelée par décision expresse, après entretien avec le supérieur hiérarchique direct et sur avis de ce dernier. En cas de changement de fonctions, l'agent intéressé doit présenter une nouvelle demande.

9 – Quotités autorisées

Le télétravail est ouvert aux fonctionnaires titulaires ou stagiaires et aux agents contractuels. Il n'est pas ouvert aux agents exerçant leurs fonctions à temps partiel ou à temps non complet.

La quotité des fonctions pouvant être exercées sous la forme du télétravail ne peut être supérieure à 1 jour par semaine. Le temps de présence sur le lieu d'affectation ne peut être inférieur à 4 jours par semaine. Les seuils définis au premier alinéa peuvent s'apprécier sur une base mensuelle.

Dérogation :

A la demande des agents dont l'état de santé le justifie et après avis du médecin de prévention ou du médecin du travail, il peut être dérogé pour 6 mois maximum aux quotités susvisées. Cette dérogation est renouvelable une fois après avis du médecin de prévention ou du médecin du travail.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide:

- d'instaurer le télétravail au sein de la collectivité à compter du 1^{er} janvier 2018 ;
- de valider les critères et modalités d'exercice du télétravail tels que définis ci-dessus ;
- d'inscrire les crédits correspondants au budget.

17-78 Règlement intérieur du conseil municipal

Avis favorable du conseil de municipalité du 29 novembre 2017

Rapporteur : Alain Loriguet

M. le Maire rappelle que le CGCT (code général des collectivités territoriales) prévoit que « *dans les communes de 3500 habitants et plus, le conseil municipal établit son règlement intérieur dans les six mois qui suivent son installation* ». Il indique qu'il est tout à fait possible pour les autres communes, de moins de 3500 habitants, de se doter librement d'un tel règlement. La commune peut ainsi se doter des règles de fonctionnement interne pour le bon fonctionnement du conseil municipal, dans le respect toutefois des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à 17 voix pour, deux contre et une abstention, adopte le présent règlement.

Domaine des finances :

17-79 Modalités d'amortissement pour les communes de moins de 3500 habitants

Avis favorable du conseil de municipalité du 29 novembre 2017

Rapporteur : Loïc Allain

M. le Maire expose au conseil municipal que les articles L.2321-2, 27° et L.2321-3 du code général des collectivités territoriales, relatifs à l'amortissement obligatoires des immobilisations, ne s'applique qu'aux communes dont la population est égale ou supérieure à 3500 habitants.

En effet, L'instruction M14 ajoute que les collectivités et établissements publics n'entrant pas dans le champ d'application de l'amortissement obligatoire, donc, notamment, les communes de moins de 3.500 habitants, ne sont tenues de n'amortir que les subventions d'équipement versées, imputées au compte 204 (article L.2321-2, 28° du CGCT).

Ainsi, pour faciliter la lecture du compte administratif et gagner en pédagogie et en clarté, M. le Maire propose d'arrêter d'amortir les investissements.

Après en avoir délibéré, à 19 voix pour et une abstention, le conseil municipal valide cette proposition.

17-80 Rénovation énergétique logements 24 rue de Besançon : demande de subvention DETR

Avis favorable du conseil de municipalité du 29 novembre 2017

Rapporteur : Loïc Allain

Monsieur le Maire fait part au conseil municipal du projet de réhabilitation les 9 logements de la maison de l'Amitié.

Pour cela, il informe de la possibilité de mobiliser la D.E.T.R (Dotation d'équipement des territoires ruraux) concernant les travaux d'aménagement de logements communaux conventionnés et agréés.

Le plan de financement prévisionnel proposé est le suivant :

- Le coût du projet est estimé à : 410 320 € HT (option niveau BBC incluse, de 34 660 €)
- Le montant de la subvention possible s'élève à 50 %, soit 205 160 €
- Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

DETR (50%)	205 160 €
-------------------	------------------

conseil départemental (23%)	94 373 €
Fonds CAGB « isolation et énergie » (7%)	28 723 €
Fonds libres (20%)	82 064 €

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil municipal :

- s'engage à faire réaliser et à financer les travaux d'aménagement des logements de la maison Amitié d'un montant de 410 320 HT € ;
- se prononce favorablement sur le plan de financement ci-dessus exposé ;
- sollicite l'aide financière de l'Etat au titre de la Dotation d'équipement des territoires ruraux.

17-81 Agenda d'accessibilité programmée : demande de DETR

Avis favorable du conseil de municipalité du 29 novembre 2017

Rapporteur : Loïc Allain

Monsieur le Maire fait part au conseil municipal du projet de mise en accessibilité des bâtiments communaux. Cette obligation résulte de la Loi du 11 février 2005 relative à l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, dite « Loi handicap » résulte. L'Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'AP) de la commune de Thise a été déposé en préfecture avant le 27 septembre 2015.

M. le maire explique que la particularité de ce projet tient en la coordination très complexe des nombreuses entreprises sur les différents bâtiments communaux.

Monsieur le maire informe le conseil de municipalité de la possibilité de mobiliser la D.E.T.R (Dotation d'équipement des territoires ruraux) concernant les travaux suivants de mise en accessibilité, dont les montants prévisionnels Hors Taxes, par bâtiment, sont compilés dans le tableau ci-dessous :

Bâtiments	Estimation financière	Fonds libres	DETR (50%)
GYMNASE	24 350 €	12 175 €	12 175 €
AMITIE	10 010 €	5 005 €	5 005 €
GROUPE SCOLAIRE	29 380 €	14 690 €	14 690 €
ACCUEIL DE JOUR	3 930 €	1 965 €	1 965 €
EGLISE	3 340 €	1 670 €	1 670 €
PRESBYTERE	10 770 €	5 385 €	5 385 €
CENTRE VICTOR HUGO	11 210 €	5 605 €	5 605 €
SALLE MULTI-ACTIVITES	2 050 €	1 025 €	1 025 €
Total	95 040 €	47 520 €	47 520 €

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré à l'unanimité, le conseil municipal :

- s'engage à faire réaliser et à financer ces travaux d'accessibilité pour un montant de 95 040 € HT ;
- se prononce favorablement sur le plan de financement ci-dessus exposé ;
- sollicite l'aide financière de l'Etat au titre de la Dotation d'équipement des territoires ruraux.

17-82 Mise en accessibilité de la Mairie : demande de DETR

Avis favorable du conseil de municipalité du 29 novembre 2017

Avis favorable du comité consultatif urbanisme du 28 novembre 2017

Rapporteur : Loïc Allain

Monsieur le Maire fait part au conseil municipal du projet de mise en accessibilité de la mairie, qui nécessite un traitement spécifique dans l'agenda d'accessibilité global, de par l'importance et le montant des travaux à réaliser.

Trois devis ont été sollicités auprès de cabinets d'architectes et deux premières estimations ont été rendues. Le comité consultatif urbanisme a sectionné l'une d'elles au regard du chiffrage, des esquisses et des plans présentés.

Monsieur le maire informe le conseil municipal de la possibilité de mobiliser la D.E.T.R (Dotation d'équipement des territoires ruraux) afin de couvrir jusqu'à 50 % du coût global HT des travaux.

- Le coût du projet s'élève à 269 535 € HT, dont 233 835 € de travaux et 35 700 € d'honoraires.
- Le montant de la subvention possible s'élève à 50 % du coût des travaux, soit 205 160 €
- Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

DETR (50%)	116 917.5 €
Fonds libres (20%)	116 917.5 €

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil municipal :

- s'engage à faire réaliser et à financer les travaux de mise en accessibilité de la Mairie pour un montant de 233 835 € HT ;
- se prononce favorablement sur le plan de financement ci-dessus exposé ;
- sollicite l'aide financière de l'Etat au titre de la Dotation d'équipement des territoires ruraux.

Domaine de l'animation

17-83 Subvention association - 2017

Avis favorable du conseil de municipalité du 29 novembre 2017

Rapporteur : Geneviève Truchetet

Après une étude effectuée par la «commission d'attribution des subventions» qui s'est réunie le 24 mai 2017, le conseil municipal décide d'attribuer une subvention aux associations dénommées ci-dessous.

Chaque demande est étudiée et votée individuellement.

Il est à noter que la loi du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique est venue préciser la notion de conflit d'intérêts. Cette notion s'entend comme toute situation d'interférence entre un intérêt public et des intérêts publics ou privés, qui est de nature influencer, ou à paraître à influencer, l'exercice indépendant, impartial et objectif d'une fonction.

Afin de repérer ces éventuelles situations, les élus ont donc déposé une déclaration d'intérêts mentionnant tout mandat ou représentation dans des organismes publics ou privés.

Sur la base de ces éléments, les élus pouvant se trouver en situation de conflit d'intérêts ne participent pas au vote. Le cas échéant, leurs voix ne sont pas comptabilisées dans le quorum.

Association	Montant sollicité	Proposition de la commission	Montant accordé par le conseil municipal	Vote du conseil municipal
TCFC	3000 €	2700 €	2700 €	17 voix pour et 3 abstentions
Club de l'amitié	800 €	500 €	500 €	17 voix pour et 3 abstentions

- Club de l'Amitié : M. Vernier, conseiller intéressé, ne participe pas aux débats et ne prend pas part au vote ;

Domaine de l'urbanisme

17 - 84 Retrait des communes de LAISSEY et ROULANS du syndicat SYTTEAU

Avis favorable du conseil de municipalité du 29 novembre 2017

Rapporteur : Claude Vernerey

M. le Maire informe le Conseil Municipal de la décision des communes de LAISSEY & de ROULANS de quitter le syndicat SYTTEAU en date du 15 décembre 2017.

Une délibération du Comité Syndical SYTTEAU en date du 06 novembre 2017 a validé cette décision. Cette décision doit être notifiée à chacune des communes membres du SYTTEAU. Les Conseils municipaux devant obligatoirement être consultés.

Au terme de cette consultation, il sera demandé à M. Le Préfet du DOUBS de prendre un arrêté de modification des statuts du SYTTEAU approuvant le retrait des communes de LAISSEY et ROULANS.

L'exposé du Maire entendu et après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal prononce un avis favorable au retrait des communes de LAISSEY et ROULANS du syndicat SYTTEAU.

17-85 Vente de terrain communal – Financière Vuillemin Frères

Rapporteur : Roger Masson

M. le Maire expose au conseil municipal que la société « Financière Vuillemin Frères » a signé une promesse de vente le 28 novembre 2017, afin d'acquérir une surface de 67 m² faisant partie de la parcelle communale n°229, section AL, lieu-dit, « Longues Raies Est » (surface basée sur un document d'arpentage établi par M. Gaume, géomètre).

Le prix de vente établi dans la promesse est de 335 €, soit 5 € du m², pour une estimation établie par France Domaines à 3 €.

L'exposé du maire entendu, le conseil municipal, à l'unanimité, décide :

- de vendre cette parcelle à la « Financière Vuillemin Frères » au prix de 335 € ;
- D'autoriser monsieur le maire à signer l'acte de vente ainsi que tout document afférent.

17-86 Facturation aux usagers par la CAGB à partir du 1er janvier 2018

Rapporteur : Loïc ALLAIN

M. le maire explique, par arrêté Préfectoral du 24 novembre 2017, la communauté d'agglomération du Grand Besançon (CAGB) exercera à compter du 1^{er} janvier 2018, en lieu et place de la commune de Thise, les compétences Eau, Assainissement (dont la gestion des Eaux pluviales urbaines).

A compter de cette date, en vertu de l'article L5211-17 du code général des collectivités territoriales, la CAGB se substituera donc à la commune de Thise, dans le traité pour l'exploitation par affermage du service d'assainissement collectif, passé avec Véolia – eau – Compagnie générale des eaux.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, décide :

D'autoriser la CAGB à facturer et encaisser la recette correspondant à la consommation « depuis le dernier compteur facturé » ;

D'autoriser la CAGB à mandater des dépenses engagées par la commune sur 2017 et non payées.

RÉCAPITULATIF

Liste des délibérations, numérotées dans l'ordre chronologique :

♦ Délibération	n°17-76	17-76 Mise en œuvre du Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel Unanimité
♦ Délibération	n°17-77	Instauration du télétravail Unanimité
♦ Délibération	n°17-78	Règlement intérieur du conseil municipal 17 voix pour, 2 voix contre et une abstention
♦ Délibération	n°17-79	Modalités d'amortissement pour les communes de moins de 3500 habitants 19 voix pour et une abstention
♦ Délibération	n°17-80	Rénovation des logements 24 rue de Besançon : demande de subvention DETR Unanimité
♦ Délibération	n°17-81	Agenda d'accessibilité programmée : demande de DETR Unanimité
♦ Délibération	n°17-82	Mise en accessibilité de la Mairie : demande de DETR Unanimité
♦ Délibération	n°17-83	Subventions aux associations - 2017 16 voix pour et 3 abstentions
♦ Délibération	n°17-84	Retrait des communes de LAISSEY et ROULANS du syndicat SYTTEAU Unanimité
♦ Délibération	n°17-85	Vente de terrain communal – Financière Vuillemin Frères Unanimité
♦ Délibération	N°17-86	Facturation aux usagers par la CAGB à partir du 1er janvier 2018 Unanimité

Loïc ALLAIN		Bernard BARTHOD	
Brigitte BONET		Damien COUVAL	
Marie-Claude GAUTHIER		Emmanuelle GAIFFE	XXXXXXXXXX
Cécile GIGNET	XXXXXXXXXX	Sophie HACQUARD-COLNOT	
Thibaut HEQUETTE		Alain LORIGUET	
Roger MASSON		Jean-Pierre MOINE	
Maria MORGADINHO	XXXXXXXXXX	Martine MOUGNARD	
Fabienne PRUNIAUX		Denis TROUTIER	
Geneviève TRUCHETET		Claude VALZER	
Claude VERNEREY		Nicolas VERNIER	